

Travaux de la Chambre

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, on m'a dit qu'environ 350 demandes de diverses sources avaient été reçues au Manitoba. Jusqu'à maintenant, 35 projets, représentant environ 12,6 millions de dollars, ont été approuvés pour cette province. Les détails seront rendus publics sous peu.

M. Broadbent: Par hasard, il avait les chiffres avec lui.

M. Mazankowski: C'est exact, je les avais. J'imagine que l'on pourrait appeler ça de la prévoyance, monsieur le chef du Nouveau parti démocratique.

Je pense qu'il est tout à fait injuste de se livrer périodiquement à ce genre de comparaisons parce que la réaction au programme de diversification a été très enthousiaste. Il y a eu environ 55 000 demandes de renseignements et un certain nombre de demandes de fonds. Puisqu'il s'agit d'un nouveau programme, il est normal que nous ayons eu besoin d'une période de rodage. Cependant, il est évident que les demandes sont étudiées beaucoup plus rapidement et que des annonces sont faites. Je suis convaincu que mon vis-à-vis s'en réjouira. Je ne doute pas un instant que le Manitoba recevra la part qui lui est due.

LE PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISIONS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, chose certaine le Manitoba n'a pas obtenu sa juste part. On a déjà souligné au sujet de ce fonds que les décisions seraient prises au niveau régional. Le premier ministre du Manitoba a prétendu la semaine dernière que les décisions stagnent dans un borbier bureaucratique à Ottawa. Quand le gouvernement finira-t-il par laisser les régions faire ce qu'elles sont disposées à faire?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, c'était nettement notre intention. Je le répète, la réaction à ce programme a été très enthousiaste. Nous avons reçu dix milliers de demandes d'assistance et de nombreuses demandes de renseignements. Il faut une période de rodage et je crois que mon honorable ami constatera bientôt que les approbations seront annoncées avec beaucoup plus de célérité. Je le répète, je suis persuadé que le Manitoba obtiendra sa juste part.

M. le Président: Ce sera la dernière question posée durant la période des questions.

* * *

LA RECHERCHE

LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, en l'absence du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie j'adresserai ma question au vice-premier ministre. Depuis son arrivée au pouvoir le gouvernement a réduit les fonds destinés à la recherche, aux sciences et à la technologie et fait de son mieux pour forcer les scientifiques à s'expatrier. En janvier, une commission créée par le premier ministre et

présidée par lui a recommandé d'augmenter de 100 p. 100 sur deux ans les fonds destinés à la recherche universitaire.

Comment le vice-premier ministre peut-il excuser une augmentation annuelle de 7 p. 100 qui ne tient pas compte de l'avis donné par une commission présidée par le premier ministre et qui va forcer encore plus de scientifiques à s'expatrier?

[Français]

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) et ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien): Monsieur le Président, il est absolument effarant d'entendre l'Opposition libérale. Au lieu de féliciter le gouvernement d'avoir injecté plus de 520 millions de dollars dans les universités, pour la recherche et le développement, aujourd'hui on vient se plaindre à la Chambre que ce n'est pas suffisant. Le parti libéral devrait se rappeler qu'il a été au pouvoir durant de longues années et que jamais il n'a donné à la science et à la technologie l'attention qu'elles méritaient. Au lieu de se plaindre aujourd'hui, le député devrait féliciter le premier ministre et le gouvernement conservateur!

[Traduction]

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, avec le programme des centres d'excellence annoncé hier, plusieurs universités ne pourront même pas demander des crédits parce que le gouvernement refuse de financer pleinement les frais de recherche. Le ministre voudrait-il expliquer pour quelle raison le gouvernement a écarté une autre recommandation primordiale de la commission présidée par le premier ministre, qui demandait de financer intégralement la recherche universitaire?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) et ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien): Encore une fois, au lieu de se plaindre à la Chambre, le porte-parole libéral pour ces questions devrait féliciter le gouvernement de ce qu'il fait pour la recherche universitaire. Puisque le gouvernement libéral qui nous a précédés a négligé absolument la R et D au Canada, il est bien évident que nous ne pourrions pas redresser la situation en quelques mois. Il s'agit là de bons et solides progrès, qui sont bien accueillis par les universités de tous les coins du Canada.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le leader adjoint du gouvernement à la Chambre peut-il nous dire quels travaux sont prévus pour la semaine prochaine?

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor): Monsieur le Président, cet après-midi nous reprendrons l'étude du projet de loi C-117, qui modifie la Loi sur la taxe d'accise. Les partis ont convenu de terminer le débat au plus tard à 17 heures aujourd'hui et de tenir un vote à ce moment-là.